

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

Pouvoir adjudicateur

Ministères Aménagement du Territoire et Transition Écologique
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de
Normandie

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Madame La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement de Normandie,
Par arrêté préfectoral n°SGAR 25-007 du 24/01/2025, portant délégation de signature
en matière de marchés publics et d'accord cadre

Objet de la consultation

RN 13 – Déviation Sud-Ouest D'Évreux
Contrôle Extérieur Environnement et Génie Écologique

Le présent CCTP comporte 10 pages.

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Localisation des prestations.....	3
1.3 Définition des prestations.....	3
1.3.1 Appropriation des enjeux et suivi mission.....	3
1.3.2 Contrôle extérieur environnemental.....	4
1.3.3 Génie écologique.....	4
1.3.4 Réunions de travail.....	5
1.3.5 Participation au comité de suivi.....	5
2 Le contrôle extérieur environnement.....	6
2.1 Objet du contrôle.....	6
2.2 Organisation des prestations.....	6
2.2.1 Analyse des documents fournis.....	6
2.2.2 Avis sur les documents fournis.....	6
2.2.3 Visites de terrains et contrôles inopinés.....	6
2.2.4 Suivi des pièces environnement.....	7
2.2.5 Gestion des visas et points d'arrêts.....	7
2.2.6 Rendus et document de synthèse des contrôles.....	7
2.2.6.1 Documents résultant du contrôle.....	7
2.2.6.2 Information du personnel.....	8
3 Génie écologique.....	9
3.1 Rôle général de l'écologue.....	9
3.1.1 Rédaction de la planification de mise en œuvre des mesures environnementales.....	9
3.1.2 Rédaction d'un plan de gestion global de conservation et de suivi écologique.....	9
3.1.3 Assistance pour la réalisation de projets.....	10
3.1.4 Expertise écologique de terrain.....	10
3.1.5 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la passation et la rédaction de marchés de travaux de génie écologique et des mesures compensatoires.....	10
3.1.6 Contrôle extérieur pour la réalisation des travaux de restauration écologique et des mesures compensatoires.....	10

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

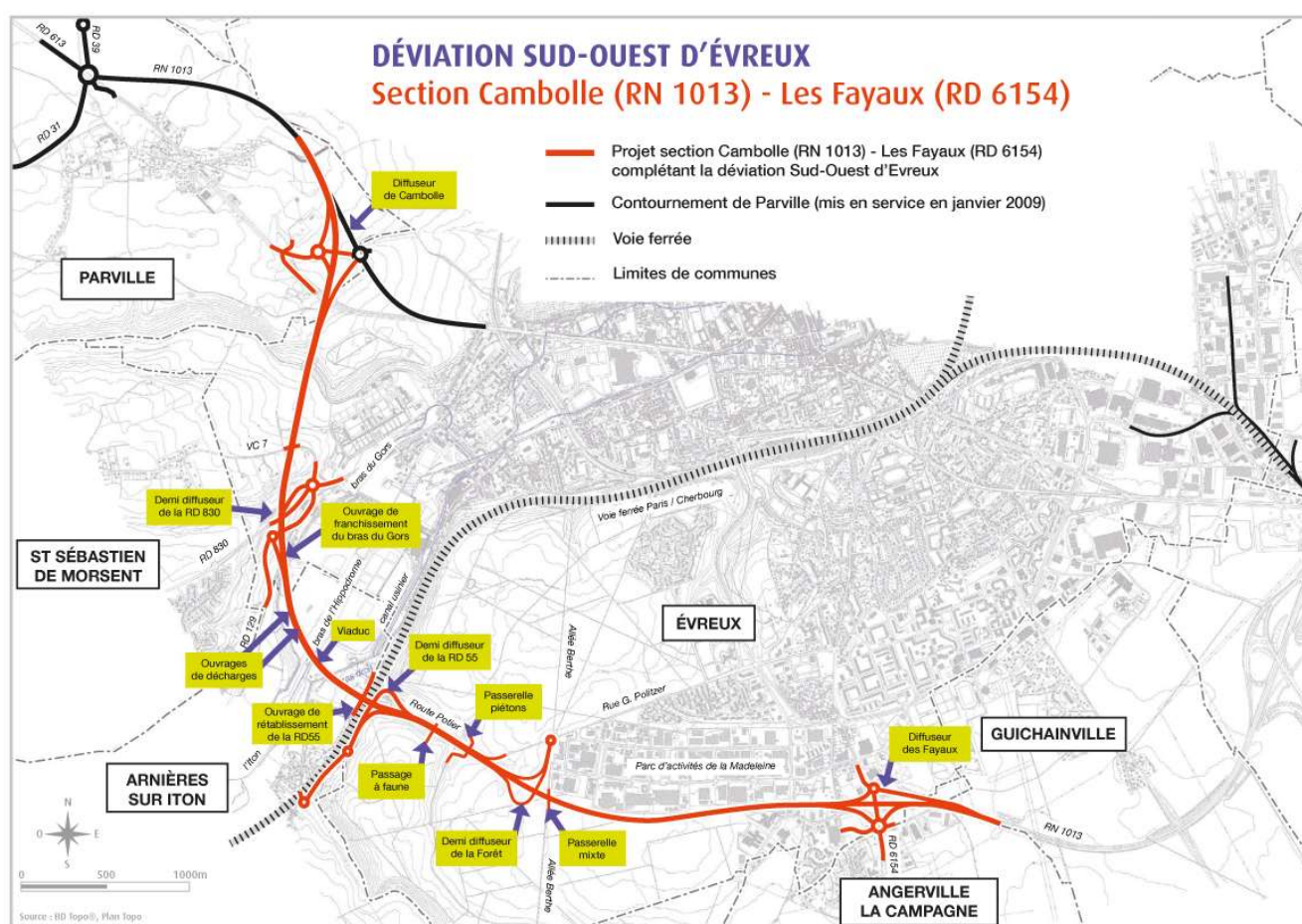
1.1 Objet du marché

Le présent C.C.T.P s'inscrit dans le projet de déviation sud-ouest d'Evreux par la RN13. La mission a pour objectif général d'assister le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre dans la concrétisation des engagements pris en faveur de l'environnement pendant la phase d'études et de réalisation de l'opération. La mission est organisée suivant deux axes de travail qui font l'objet des deux parties suivantes composant le présent CCTP. Au travers de ces parties techniques, le titulaire sera successivement désigné comme « contrôleur extérieur environnemental » puis « ingénieur écologue ». Ces deux dénominations pourront désigner une seule et même personne, à la condition que les qualifications requises pour ces missions soient réunies.

1.2 Localisation des prestations

Les lieux d'exécution des prestations à réaliser se situent sur les communes de l'agglomération d'Évreux. En particulier : Evreux, Angerville-la-Campagne, Arnières-sur-Iton, Parville, Saint Sébastien de Morsent.

Le plan de situation de la déviation sud-ouest d'Évreux entre l'échangeur des Fayaux et l'échangeur de Cambolle est ci-dessous.



1.3 Définition des prestations

1.3.1 Appropriation des enjeux et suivi mission

Avant toute intervention, le titulaire prendra connaissance de tous les éléments transmis par le maître d'ouvrage afin de repérer les enjeux de l'opération sur le volet environnement. Une réunion de lancement sera organisée par le maître d'ouvrage en présence du maître d'œuvre.

Le suivi de la mission comprendra en particulier :

- la coordination entre les deux axes de travail définis ci-dessus. En effet, le contrôleur extérieur environnemental des travaux pourra s'appuyer sur l'expertise de l'ingénieur écologue autant que de besoin et vice-versa,
- le balisage des habitats des espèces remarquables et zones sensibles hors et en emprises des travaux et avant le début de ceux-ci quels qu'ils soient,
- l'identification des espèces à déplacer avant le début des travaux,
- le suivi des espèces invasives situées à proximité du chantier pendant la durée du présent marché (plan de répartition et proposition de plan de lutte contre la propagation),
- le suivi des zones humides tel que préconisé par les arrêtés d'autorisation environnementale et ses annexes (Annexe 1 au CCTP), de dérogations espèces protégées (Annexe 2 au CCTP) ainsi que l'arrêté de captages (Annexe 3 CCTP),
- toute sujétion listée dans l'arrêté de dérogations espèces protégées ou l'arrêté d'autorisation environnementale se trouvant en annexe.

Tout délai non précisé spécifiquement dans le présent marché sera renseigné dans les bons de commandes en fonction de l'importance du dossier à traiter.

1.3.2 Contrôle extérieur environnemental

Les prestations de contrôle extérieur environnement concerneront plus précisément les marchés suivants :

- Marché de fouilles archéologiques préventives (la Grande Pièce) ;
- Marché du demi-échangeur de Saint-Sébastien de Morsent
- Marché de la section courante et marchés distincts incluant une partie des éléments suivants : 7,3km de 2x2 voies comprenant terrassement, assainissement, chaussées, équipement et ouvrage d'art : réalisation des échangeurs de Cambolle, de la forêt, de Parville, les bretelles des échangeurs d'Arnières et de la forêt, passage à faune (PS5) ouvrages d'art des échangeurs des Fayaux et de Cambolle (PS1 et PI15), écrans acoustiques, un écuoduc, un complément aux bassins d'assainissement, une plateforme de séchage des boues, les accès de services et pistes d'entretien.

Le contrôle extérieur devra vérifier que les engagements des titulaires de ces marchés concernant l'environnement soient bien respectés sur le chantier et couvrent toutes les obligations de l'État sur le projet. Ce contrôle se traduit par des visites sur l'ensemble de l'emprise du chantier conformément au BPU. **La fréquence de passage pour chaque marché de travaux sera définie par le maître d'ouvrage à l'avancement du projet. Le prestataire devra être en mesure de se rendre une fois par semaine au minimum sur le chantier si le maître d'ouvrage le demande.**

Il contrôlera que la transmission organisée par le coordinateur environnement a été correctement prise en compte par les personnels du chantier. Il assurera notamment le suivi de la mise en application des Plans de Respect de l'Environnement (PRE), des notices environnementales et des Schémas Organisationnels d'Élimination des Déchets (SOSED) sur le chantier.

1.3.3 Génie écologique

Les prestations de génie écologique porteront sur l'appropriation des enjeux et le suivi continu de la mise en place des engagements de l'État.

Après avoir pris connaissance du projet dans son ensemble et des mesures à mettre en place, il devra être force de proposition pour adapter ces mesures de façon pertinente afin d'avoir une cohérence écologique dans les aménagements réalisés.

Hormis la participation à des réunions de travail et au comité des engagements de l'État, il devra assurer les missions suivantes :

- la rédaction de la planification de mise en œuvre des mesures environnementales,
- la rédaction d'un plan de gestion global de conservation et de suivi écologique,
- l'assistance pour la réalisation de projets,

- l'expertise écologique de terrain,
- l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation et la rédaction de marchés de travaux.

1.3.4 Réunions de travail

Les lieux d'exécution des prestations sont principalement les villes d'Evreux, d'Arnières sur Iton, de Saint-Sébastien de Morsent et de Parville situées dans le département de l'Eure en Normandie. Toutefois, le siège de la DREAL étant situé à Rouen, des réunions pourront également avoir lieu à Rouen, cité administrative, rue Saint Sever.

Chaque réunion de travail fera l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire qui devra être validé par le maître d'ouvrage avant diffusion aux participants.

1.3.5 Participation au comité de suivi

Dès le début des travaux et jusqu'à l'achèvement d'une période de cinq ans après la réception des derniers travaux, le maître d'ouvrage réunira de manière annuelle un comité de suivi de mise en œuvre de la dérogation espèce protégée afin de rendre compte de la bonne mise en œuvre des mesures préconisées.

Le prestataire sera chargé d'assister étroitement le maître d'ouvrage dans l'animation de ce comité de suivi pendant la totalité de la durée du présent marché, dans la production des supports appropriés sur les volets environnementaux.

2 Le contrôle extérieur environnement

2.1 Objet du contrôle

Le contrôle comprend, pour tous les marchés cités au 1.3.2 du présent CCTP, les prestations ci après :

- un ou plusieurs avis sur le(s) PRE des entrepreneurs au regard du SOPRE, du SOSED, des textes réglementaires et dossiers (autorisation environnementale, arrêté de dérogation d'espèces protégées, arrêtés de captages) et des exigences du CCTP ;
- un avis sur les plans d'assainissement provisoire ;
- un avis sur les plans des installations de chantier ;
- la vérification du respect du(es) PRE des entrepreneurs ;
- la levée des points d'arrêts ;
- le rassemblement des documents établis au titre du(es) PRE des entrepreneurs.

Remarque : dans le cas des marchés de fouilles archéologiques préventives, l'avis sur le PRE est remplacé par un avis sur la note méthodologique des fouilles, puis par une vérification du respect de cette note.

2.2 Organisation des prestations

2.2.1 Analyse des documents fournis

En premier lieu le prestataire devra s'approprier les documents relatifs à la protection de l'environnement et plus particulièrement à la préservation des enjeux environnementaux présents sur le site.

Il s'agit de prendre connaissance des documents suivants :

- les différents DCE de travaux y compris notice de respect de l'environnement ;
- plan d'implantation des installations de chantier ;
- plan d'assainissement provisoire ;
- planning détaillé de la phase travaux (ordonnancement) ;
- les SOPRE, SOSED et PRE des entreprises ;
- les notices explicatives sur la prise en compte de la protection de l'environnement pour la réalisation de l'assainissement provisoire, des installations de chantier, aires de stockage, aires de préfabrication et zones de travaux.

2.2.2 Avis sur les documents fournis

Pour chaque marché de travaux, le prestataire analysera et formulera son avis sur les documents dans un délai de sept jours transmis par les entrepreneurs, en lien avec la protection de l'environnement, et notamment :

- Les PRE ;
- Les plans d'installations de chantier, plate-forme et pistes de chantiers ;
- Les plans d'assainissement provisoires ;
- Les demandes d'agrément des fournitures et matériaux (conformité des produits utilisés avec l'environnement).

Le prestataire devra veiller à la conformité de ces documents avec les textes législatifs réglementaires (code de l'environnement), autorisation environnementale, arrêté de dérogation des espèces protégées,...), avec le dossier des engagements de l'état, avec les éléments figurant aux DCE travaux et avec les SOPRE.

Il compilera les avis et documents associés dans un dossier spécifique.

2.2.3 Visites de terrains et contrôles inopinés

Pour ce faire, le prestataire procédera à des visites de chantier régulières à minima hebdomadaire. Il est proposé une intervention hebdomadaire avec une fréquence à adapter en fonction des enjeux de chantier.

En cas de besoin, le contrôleur pourra en outre effectuer des contrôles inopinés, en ne prévenant aucun des interlocuteurs du chantier.

En cas de pollution accidentelle grave, de destruction imminente d'espace naturel ou d'espèce patrimoniale, le prestataire saisira immédiatement le Maître d'ouvrage et informera l'entreprise des mesures nécessaires pour faire supprimer le danger si les procédures correspondantes ne sont pas prévues au PRE.

Le maître d'ouvrage prendra, le cas échéant, les dispositions pour arrêter le chantier.

Chacune des visites fera l'objet d'un bilan et d'un échange verbal avec l'entreprise ainsi que d'un compte rendu envoyé conjointement au maître d'œuvre et au coordonnateur environnement de l'entreprise. Ces comptes rendus seront transmis dans un délai de 7 jours maximum suivant la visite.

En cas d'anomalie ou de grave dysfonctionnement, une réunion de restitution pourra être organisée sur site le jour même. Les comptes rendus seront transmis dans un délai de 24 h maximum.

2.2.4 Suivi des pièces environnement

Le prestataire devra vérifier l'application par les groupements titulaires des marchés :

- des PRE validés ;
- des documents législatifs et réglementaires ;
- de l'autorisation environnementale et de l'arrêté de dérogation à la destruction d'espèces protégées ;
- des arrêtés de captages ;
- du dossier des engagements de l'état ;
- des éléments figurant aux DCE travaux.

Il devra aussi prendre connaissance et analyser les fiches de suivi (fiches de visite et fiches d'anomalie). En cas de rédaction d'une fiche suite à une non-conformité lors d'un contrôle interne, il analysera les mesures prises par le groupement ; même chose en cas de révision d'un processus non adapté.

Il lui faudra également consulter le chapitre environnement du journal de chantier et émettre un avis sur le rapport mensuel environnemental.

Les prestations de suivi des niveaux piézométriques de la nappe, de suivi du niveau du cours d'eau, du suivi de la qualité des eaux de captage, du suivi de la qualité des eaux de l'Itton seront réalisés par des laboratoires extérieurs. Toutefois, le contrôleur extérieur environnement (prestataire du présent marché) devra prendre connaissance de ces informations et veillera à l'application des règles figurant dans les arrêtés annexés au présent CCTP.

2.2.5 Gestion des visas et points d'arrêts

Toutes les prescriptions renseignées notamment dans l'arrêté d'autorisation environnementale et l'arrêté de dérogation à la destruction d'espèces protégées devront être veillées par les points d'arrêts ou visa définis.

Des points critiques et points d'arrêts complémentaires pourront être proposés par l'entreprise dans le cadre de son PAQ.

2.2.6 Rendus et document de synthèse des contrôles

2.2.6.1 Documents résultant du contrôle

Pendant les prestations, tous les documents devront être envoyés en format électronique que ce soit :

- les notes d'avis sur les PRE et les rapports mensuels environnementaux.

Au regard des SOPRE fournis, vérification de l'adéquation des mesures et de leur mise en application.

- les notes d'avis sur le contenu des dossiers explicatifs joints aux marchés.

Avis sur les plans des installations de chantier, aires de stockage, méthodologie de décapage et tri de terres...

- les notes d'avis sur les SOSED.
- les notes d'avis sur les mesures prises pour améliorer la situation concernant le suivi de chantier et les anomalies.

Le prestataire devra prendre connaissance des fiches de suivi (hebdomadaires pendant la phase travaux) et du rapport mensuel environnement. Dans le cas de fiches d'anomalies, il devra suivre et finaliser le traitement de ces anomalies et non-conformités.

- les comptes-rendus de visites de chantier.

Tous les domaines d'intervention des notices environnementales doivent être listés et vérifiés.

Il s'agira d'effectuer un état des lieux au moment de la visite et une prévision des interventions futures pouvant impacter l'environnement et pour lesquelles l'entreprise devra être vigilante.

Le compte rendu précisera la date de la mission de contrôle, sa consistance, ses conclusions et la dénomination du responsable. Il devra être assorti de photos, attestant la conformité environnementale. Le délai de rédaction des compte-rendus est de sept jours.

2.2.6.2 Information du personnel

Le prestataire devra s'assurer que le personnel des entreprises et les sous-traitants soient informés des enjeux environnementaux, sensibilisés à la prise en compte de l'environnement et formés aux bonnes pratiques.

Le manuel environnement des entreprises devra être disponible pour l'ensemble du personnel.

L'existence de documents supports devra faciliter la bonne intégration de ces notions (aide mémoire, affiches, ...).

Un questionnement des divers employés pourra être réalisé.

3 Génie écologique

3.1 Rôle général de l'écologue

L'écologue sera l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage pour toutes les questions liées à la présence d'espèces protégées ou sensibles et à leur préservation dans le cadre des travaux. Si le coordonnateur environnemental a un rôle opérationnel dans la conduite du chantier, l'écologue aura un rôle d'appui scientifique et de conseil à la mise en œuvre des mesures prévues, avec notamment le suivi à moyen terme de leur efficacité.

Dans le cadre du présent marché, la mission de l'écologue couvrira la concrétisation des mesures déjà arrêtées par le maître d'ouvrage et faisant déjà l'objet d'arrêtés d'autorisation ou de dérogation (en particulier « espèces protégées » et « autorisation environnementale »), il pourra, à la demande du MOA, également produire des études pour définir des mesures complémentaires. La phase de proposition de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation a fait l'objet de marchés distincts en phase de conception. L'inventaire du complexe humide au droit du PI9 a fait l'objet d'un marché distinct. L'autorisation environnementale mentionne les mesures déjà réalisées et celles qui seront à réaliser.

3.1.1 Rédaction de la planification de mise en œuvre des mesures environnementales

Le prestataire doit proposer une planification de la mise en place des mesures relatives à l'autorisation environnementale et de dérogations d'espèces protégées afin de parvenir à une cohérence écologique du projet, de garantir le bon respect des engagements de l'État, et d'être en mesure de produire les documents justificatifs de ce bon respect à tout moment.

Il doit fixer des échéances calendaires suivant le déroulement des travaux de l'infrastructure et des périodes adaptées pour aménager l'espace sans nuire à la faune et la flore.

Il doit proposer des notices explicatives sur le déroulement et le procédé des mesures à mettre en place.

Il doit s'assurer de disposer de tous les documents justificatifs du bon respect de la prise en compte des engagements environnementaux de l'État, notamment énumérés dans le dossier d'autorisation environnementale, son arrêté associé et ses annexes (notamment son annexe 2), ainsi que dans les arrêtés de dérogations espèces protégées.

D'une manière générale, le titulaire veillera à la mise en place de toutes les mesures et alertera le maître d'ouvrage sur les points de vigilances relatifs aux différents arrêtés durant toute l'avancée des travaux. Il est le garant de la bonne intégration des enjeux environnementaux pendant l'avancée des travaux routiers.

3.1.2 Rédaction d'un plan de gestion global de conservation et de suivi écologique

Le prestataire réalise un plan de gestion global de conservation et de suivi écologique.

Chaque restauration ou aménagement écologique réalisé se verra proposer par le prestataire une gestion sur plusieurs années au regard de l'enjeu au démarrage du projet d'aménagement. A la fin de l'ensemble des mesures environnementales réalisées, le prestataire rédigera le plan de gestion global avec l'intégralité des actions de gestion à mener sur les différents sites.

Ce plan vise un double objectif :

- définir les modalités de gestion des terrains sur lesquels auront été réalisés les travaux de restauration écologique,
- définir les modalités de suivi de l'efficacité des mesures environnementales prises par le maître d'ouvrage dans le cadre du projet routier, qu'il s'agisse des mesures de réduction d'impact comme la réalisation d'un passage à grande faune, ou des mesures compensatoires comme la gestion des 825m² de zones humides dont le projet est déjà établi.

Le prestataire définit donc :

- les modalités et le coût des opérations d'entretien (fauchage, débroussaillage, curage...) sur une durée qui sera à déterminer en fonction des enjeux et permettant un bon état de conservation des habitats créés,
- les modalités de suivi qui découlent des engagements de l'État en matière de protection de l'environnement (protocoles de suivi, compte-rendus annuels, dénombrement de spécimens, suivi de la mortalité...)
- assiste le maître d'ouvrage dans la mise en place de la gestion conservatoire et du suivi écologique. Le prestataire

rédigera les protocoles de suivi conformément aux arrêtés du projet et au CCTP ;

- participe à la consultation des opérateurs qui pourraient être chargés de la gestion conservatoire et du suivi écologique ou à la convention qui pourrait être signée avec un opérateur public et conseille le maître d'ouvrage.

Ce plan de gestion conservatoire et de suivi sera complété par une estimation fiable des coûts d'entretien, de gestion et de suivi.

3.1.3 Assistance pour la réalisation de projets

Cette prestation consiste à assister le maître d'ouvrage dans la conception de mesures en donnant son avis, en évoquant les solutions alternatives et en appuyant le maître d'ouvrage (contrôle technique des prestations) dans sa gestion des prestataires dont les compétences relèvent d'une ou plusieurs mesures dans le but d'optimiser et de garantir des prestations de bonne qualité écologique et en conformité avec les arrêtés liés au projet et l'autorisation environnementale.

3.1.4 Expertise écologique de terrain

Cette prestation consiste à réaliser une expertise écologique simple de terrain à la demande du maître d'ouvrage. Il peut s'agir de carottage pédologique, d'inventaires ponctuels faune (IPA, capture, ...) ou flore (transect, quadrats).

3.1.5 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la passation et la rédaction de marchés de travaux de génie écologique et des mesures compensatoires

Le prestataire assistera le maître d'ouvrage dans la passation des marchés de travaux sur les aspects relatifs aux mesures environnementales à mettre en place. Il fournira un appui pour la rédaction des dossiers de consultation liés à la mise en œuvre des mesures environnementales réglementaires. Il s'agira d'une aide technique à la rédaction du CCTP et à la relecture du dossier avant publication par le maître d'ouvrage. Les échanges et avis seront formalisés par le biais de CR de réunions dédiées ou de mails.

De plus, il relira les offres des candidats ayant répondu à la consultation et donnera son avis pour l'analyse des offres. De même, les échanges avec le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre et les avis du titulaire seront formalisés par le biais de CR ou de mails.

3.1.6 Contrôle extérieur pour la réalisation des travaux de restauration écologique et des mesures compensatoires

La mission consiste à assister le maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux de restauration écologique relative aux abords et dépendances de l'infrastructure ainsi que les travaux de mesures compensatoires :

- avis sur les documents d'exécution,
- suivi des travaux et contrôles,
- participation aux réunions des chantiers à raison d'une réunion par semaine,
- assistance au maître d'ouvrage dans la préparation d'articles de communications à destination du public,
- participation aux opérations de réception.